

Du Niger vers la Libye : Un voyage périlleux

LIBYA CLOUD NEWS AGENCY – CORRESPONDANTS ASSOCIES A NIGER

Ce rapport est un produit lié à la formation des journalistes sur la migration organisée par le Programme Régional Dialogue Politique Sud Méditerranée de la Konrad-Adenauer-Stiftung et Libyan Cloud News Agency du 24 au 28 août 2017 à Tunis.

Le sauvetage des migrants en détresse en pleine mer

Pour les migrants qui arrivent à passer la frontière et à entrer au territoire libyen, une autre phase difficile commence. Il s'agit de se préparer avec l'aide de certains passeurs libyens à embarquer pour le périlleux voyage vers l'Europe. Et les drames sont devenus légions. A ce propos Mahmoud Al Shobrak, un des éléments de la garde côtière libyenne témoigne : « Pour bien mener les opérations de sauvetage des migrants, nous effectuons des patrouilles régulières en mer. Parfois nous recevons des informations du centre italien de sauvetage ainsi que des stations pétrolière en mer au sein desquelles nous avons des représentants ». Il ajoute que « une fois que l'information nous soit parvenue, nous essayons de contacter nos points fixes pour effectuer les opérations de sauvetage. A défaut, ce sont les italiens ou les autres pays européens qui s'en occupent à travers leurs services de sauvetage, dont entre autres l'opération SOPHIA du nom d'une migrante qui a accouché pendant une opération de sauvetage ». Il précise que c'est suite à cet accouchement que l'opération de sauvetage était rebaptisée sous le nom de SOPHIA ».

Concernant les accusations de connivence des gardes côtes avec les passeurs et les trafiquants de migrants, Mahmoud Al Shobrak dément formellement : « Je nie complètement qu'on soit de connivence avec les passeurs. Nous sommes une institution officielle qui évolue dans un cadre légal. La seule interaction qu'on a avec



Irish Defense Forces / Flickr / CC BY 2.0

les passeurs, c'est quand on essaie de les intercepter. Et parfois ça ne se passe pas aussi facilement car lorsqu'ils détiennent des armes de gros calibres, ils tirent sur nous et nous ripostons. Mais de façon générale, quand ils nous aperçoivent, ils s'enfuient. Nous les croisons surtout dans la partie Est ».

Décembre 2017

Links

www.libyan-cna.net

www.kas.de/boldimed/

La préoccupation des pays européens

Depuis le sommet de la Valette à Malte où s'étaient retrouvés plusieurs chefs d'Etat d'Afrique et de l'Union européenne, des choses ont changé dans la perception et la gestion des flux migratoires entre les deux continents. L'Europe avait clairement fait part de ses solutions urgentes aux pays d'Afrique concernés, tel que le Niger. Pays de transit de ces candidats au départ en Afrique de l'Ouest, notre pays devait impérativement accompagner ces solutions européennes qui ont pour noms : mise en place d'une force dédiée à la lutte contre l'immigration, construction de trois centres de transit dont un à Agadez qui accueilleraient de 10.000 à 20.000 personnes et des aides au retour volontaire. En retour plusieurs centaines de millions d'euros seront versés au pays « contractant ». Face à la gravité de la situation de l'afflux des migrants par la mer, les pays européens ont décidé de changer de fusil d'épaule en adoptant une autre politique qui consiste à la création de hotspots de migrants dans plusieurs pays de la sous-région. L'objectif est de canaliser les flux de migrants et de favoriser les départs sélectifs vers l'Europe en fonction des compétences des migrants.

Les effets de la loi nigérienne 2015-36 du 26 mai 2015 sur les flux des migrants

Agadez, située à près d'un millier de kilomètres au nord de la capitale Niamey, n'a pas véritablement compris l'enjeu d'un tel engagement pour son économie et même sa quiétude sociale. Et de plus, depuis quelques mois, une traque sans répit est engagée contre les passeurs de migrants et les propriétaires des « ghettos », ces maisons qui servent de caches aux groupes de migrants en partance pour la Libye.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi 2015-036 du 26 mai 2015, les migrants subsahariens en partance se font plus discrets dans les gares du Sud et dans les villes escales du Nord du pays. Ils se cachent et sont victimes de claustration dans les ghettos ou foyers de solidarité par les passeurs. Pendant tout le temps d'attente d'un hypothétique départ vers l'Algérie ou la Libye qui peut durer une dizaine de jours, voire plus longtemps, les migrants restent enfermés; ils ne peuvent pas sortir pour chercher du travail ou satisfaire à certains besoins vitaux. Les mesures répressives et dissuasives résultant de l'application de la loi 2015-036 du 26 mai 2015 ont eu pour effets directs une diminution drastique des flux des départs vers le Nord et une augmentation forte des retours selon l'OIM.

Les voies détournées empruntées par les passeurs



Oxfam International / Flickr / CC BY-NC-ND 2.0

Depuis février 2016, l'OIM effectue un suivi des flux migratoires dans la région d'Agadez au Niger. Les points de suivi des flux migratoires sont placés sur les routes migratoires notamment Séguédine et Arlit, deux villes de transit de la région d'Agadez. Certes, les flux sortants ont beaucoup baissé, mais il s'agit d'estimations concernant les migrants qui passent par les postes de contrôles officiels sur les deux routes migratoires vers l'Algérie et la Libye, sachant que la plupart de migrants qui ne remplissent pas les conditions de voyage choisissent de prendre des voies détournées. Depuis l'application de la loi 2015-036 du 26 mai 2015, certains passeurs ont créé des nouvelles routes de transport des migrants.

Décembre 2017

Links

www.libyan-cna.net

www.kas.de/boldimed/

La colère des passeurs

Le collectif des anciens passeurs rejette les accusations de criminels jetées à leur visage et demande la concrétisation rapide des promesses faites dans le cadre de la reconversion des acteurs de l'économie migratoire avec le soutien d'un fond fiduciaire. La proclamation de la liste des dossiers retenus par le comité a créé une tension au niveau de la commune urbaine d'Agadez, ce vendredi matin 25 Aout 2017 des milliers des passeurs et chauffeurs ont pris d'assaut la mairie, certains de ces acteurs de la migration qui n'ont pas été sélectionnés étaient en colère contre le comité de sélection, la mairie et même les partenaires. Ils ont tenu un meeting à la place du citoyen en face de la mairie pour déverser leurs colères et leurs désarrois face à ce qu'ils appellent une sélection de « magouille » organisé par le comité de sélection composé de leurs représentants, de ceux de la commune et des représentants de la HACP et de l'ONG KARKARA.

Hamza Hamoumou, dit Djata, est le porte-parole de ces acteurs en colère, et il confie au journal la NATION : «Le comité que nous avons mis en place n'a pas répondu aux attentes des vrais acteurs de la migration, c'est pour cela que nous avons créé un comité de crise et nous avons entamé des démarches partout pour avoir des éclaircissements sur cette mascarade, mais rien », dit-il avant de poursuivre « à partir de ce moment nous ne reconnaissons plus les responsables de l'association des passeurs, nous ne reconnaissons plus le comité chargé de sélectionner les acteurs qui vont bénéficier du fond fiduciaire, nous demandons au président du conseil régional de s'impliquer pour mettre de l'ordre et nous remettre dans nos droits, c'est une affaire sérieuse, il faut que ces partenaires qui ont donné leur argent sachent que leur fond fiduciaire n'est pas arrivé dans les mains des concernés ».

Djata, au nom de tous ces camarades exige la dissolution du comité de sélection des dossiers. « Ses gens sont malhonnêtes, on a des preuves de toute leur magouille, c'est regrettable que des gens à l'ombre bénéficient de ce qui ne leur revient pas, on est dans quel monde ? Il faut que les autorités au plus haut niveau sachent que cette fausse liste et d'autres qui peuvent suivre peuvent créer des désagréments au pays. On en a marre du traitement que nous subissons depuis l'application de cette loi qui criminalise notre activité. » conclut DJATA tout irrité.



Décembre 2017

Links

www.libyan-cna.net

www.kas.de/boldimed/

La tendance au retour des migrants

L'OIM a publié des données mensuelles des flux entrants et sortants pour Niger. Les flux entrants sont passés de 1.207 en février 2016 à 23.778 en juin 2016, soit près de 20 fois plus. A partir de ce mois, ils ont baissé progressivement pour atteindre 1.683 entrées en décembre 2016, soit 14 fois moins. On constate une hausse des flux entrants à partir de l'année en cours, avec un pic de 27.239 entrées en février 2017. Cette hausse des retours est liée à la fermeture du site aurifère de Djado et à l'insécurité grandissante en Libye.

Parallèlement, on a noté une augmentation progressive des flux sortants (individus ayant l'intention de quitter le Niger) de 4.084 migrants en février 2016. Les flux sont passés à 71.094 migrants sortants en mai 2016, soit 17 fois plus. Avec l'application de la loi 2015-036 du 26 mai 2015 sur le trafic illicite des migrants, on a constaté en juin 2016, une baisse drastique des flux sortants, qui passe de 71.904 à 6.329, soit 11 fois moins.

Un impact indéniable

La région d'Agadez est devenue un carrefour migratoire pour les Subsahariens en partance vers le Maghreb et/ou l'Europe. Située dans le septentrion nigérien, Agadez est une zone de contact entre le Niger et l'Algérie d'une part et entre le Niger et la Libye d'autre part. Cette position géographique favorise le passage de milliers de candidats à la migration qui vont à la recherche d'un lendemain meilleur.

Ce passage a eu pour conséquences, outre la création et la consolidation de réseaux et filières migratoires, une contribution à la croissance démographique et économique de la ville d'Agadez au cours des années 1990 à nos jours. Le séjour, le contrôle et l'exploitation des migrants entraînent l'implantation de nombreuses activités. Elles procurent des revenus substantiels aux acteurs qui logent les migrants et s'occupent de l'organisation de leur départ et de leur transport.

Le gouvernement nigérien a pris des mesures répressives qui ont réduit le phénomène tout en créant une certaine précarité au sein des habitants qui profitaient des retombées économiques de cette filière. Les passeurs multiplient les actes de protestation tandis que des routes détournées ont vu le jour avec leurs lots de drames.